

Institut national des langues et civilisations orientales

THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES

Spécialité : histoire

présentée et soutenue publiquement par

**Malika Rahal**

le 20 novembre 2007

# **L'Union démocratique du Manifeste algérien (1946-1956)**

**Histoire d'un parti politique**

## **L'autre nationalisme algérien**

Directeur de thèse

Benjamin Stora, Professeur d'Histoire contemporaine à l'INALCO

Jury

- Omar Carlier, Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université de Paris VII (prérapporteur)
- Mohamed Harbi, Professeur de Science politique à l'Université de Paris VIII
- Catherine Mayeur-Jaouen, Professeur d'Histoire contemporaine à l'INALCO
- Michel Offerlé, Professeur de Science politique à l'ENS-Ulm (président)
- Henry Rousso, Directeur de recherches à l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS) (prérapporteur)

## **Résumé de la thèse**

Cette thèse réexamine l'histoire d'un courant politique algérien que l'histoire officielle, élaborée en Algérie après l'indépendance, conduit à minorer. En 1946, avec Ferhat Abbas, des hommes se regroupent autour d'une vision originale de l'Algérie indépendante qu'ils espèrent : ils proposent une république, fondée sur une citoyenneté ouverte intégrant les « Européens » et les juifs d'Algérie et développent un nationalisme différent de celui des partisans de Messali Hadj. Alors qu'ils ont souvent été considérés comme des notables rassemblés afin de se faire élire, il s'avère qu'ils ont œuvré, durant les dix années qui suivent la seconde guerre mondiale, à la constitution d'un parti organisé afin de mobiliser adhérents et électeurs en nombre.

En puisant dans les pratiques collectives liées à la sociabilité ou au tissu associatif local, des sections se constituent, qui développent une vie politique particulière. Elles reflètent la culture politique spécifique du parti tout en présentant des spécificités locales, dont l'étude permet de montrer comment une entreprise partisane « travaille » le tissu socio-culturel existant.

Dans un contexte où la population colonisée dispose d'une représentation politique sans proportion avec son importance numérique, l'administration coloniale procède en outre à des trucages électoraux destinés à exclure les partis nationalistes des assemblées. La répression à l'encontre des militants et à la difficulté de se faire élire dans ces conditions conduisent à une baisse des effectifs et la désaffection de certains cadres. Toutefois, jusqu'en 1956, des hommes continuent de défendre la nécessité d'un engagement politique légaliste pour réaliser la République algérienne. Les modalités de leurs ralliements négociées avec le Front de libération nationale, en 1956, mettent fin à cette tentative originale de républicanisme musulman : loin d'être un véritable front de partis, le FLN exige en effet la dissolution des partis existants, UDMA et Parti communiste algérien ainsi que le ralliement individuel de leurs adhérents. Il parvient ainsi à mettre fin à une décennie de multipartisme en Algérie.